Année XXXII - N° 900 - 9 JUIN 1934

GENEVE

LE RÉVEIL anarchiste

L'ASSASSIN

En présence de cette Assemblée, comme en présence de tout le peuple italien, je déclare que moi seul assume la responsabilité morale, politique, historique, de tout ce qui est advenu. Si le fascisme n'a été qu'une association de criminels, c'est moi le chef responsable de cette association de criminels.

(Déclaration de Mussolini le 3 janvier 1925.)

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2,50

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX
Le Réveil, No I. 4662. Genève

Aux camarades

La situation financière du journal devient de plus en plus difficile et nous prévoyons qu'à l'avenir il ne nous sera plus permis de refaire telle initiative venant combler périodiquement, en partie du moins, notre déficit. Nous en sommes à envisager sérieusement la parution du journal sur quatre pages seulement, deux françaises et deux italiennes, comme il y a trente-quatre ans lors de sa parution. Nous n'aimons guère faire des appels de fonds pressants et même désespérés, mais nous ne saurions taire notre situation actuelle. A chacun de s'y intéresser de son mieux et selon ses moyens.

NOTRE LUTTE

France et Suisse restent à conquérir par le fascisme, et il serait grand temps de songer à une contre-attaque signifiant à tous nos Pilet-Golaz que nous ne savons vraiment que faire de leur renforcement de l'autorité, qui n'ayant pas cela va sans dire, à s'exercer sur les hautes classes, n'est donc destiné qu'à écraser encore plus les déshérités.

Ce que le fascisme signifie, chacun le sait ou devrait du moins le savoir. Installation par un coup d'Etat d'une dictature qui pourra ensuite se faire plébisciter par la terreur. Il n'y a jamais eu d'usurpateur qui n'ait réussi à obtenir les applaudissements et les suffrages des spoliés. La bourgeoisie se reconnaissant désormais incapable, malgré le pouvoir, et toutes les richesses et influences dont elle dispose, d'obtenir le consentement des masses à son régime, il ne lui reste que le recours à la violence. Et elle ne recule pas d'abord devant les incendies, les pillages et les assassinats de bandes de criminels auxquels l'impunité est assurée, pour aboutir ensuite aux vols légalisés des immeubles et des biens des organisations et partis ouvriers. Cela s'est déjà vu dans trois des quatre pays faisant frontière avec la Suisse et devrait amplement suffire à alarmer les masses de chez nous contre l'éventualité d'être à leur tour victimes de ce « mouvement européen », qui a déjà les sympathies de toutes les fractions de la bourgeoisie suisse. Il peut bien y avoir quelques exceptions, mais d'individualités qui, le moment venu de s'affirmer et de lutter, laisseraient faire en levant les bras au ciel !

Sans exclure ni rejeter personne à l'avance, bien au contraire, il n'en est pas moins vrai que les travailleurs ne sauraient compter que sur eux-mêmes pour repousser la tentative fasciste et cela ne devrait pas être bien difficile, surtout après qu'il est prouvé que le fascisme, loin de résoudre les difficultés de la situation actuelle, les aggrave toutes. A cet égard, n'était-ce le dégoût que Mussolini nous inspire, son dernier discours mériterait d'être largement reproduit. Qu'il nous suffise d'en donner cette conclusion: « Nous allons vers une période de nivellement inférieur pour l'humanité. » Eh! oui, corporation, autorité, ordre, hiérarchie, collaboration de classes, valeurs spirituelles, etc., tout cela pour tomber toujours plus bas. L'homme n'a jamais pu se relever et s'élever que par la liberté. Et, en effet, l'autorité n'a d'autre but avoué que l'écrasement du populaire.

Oui, en présence des ravages que le fascisme a exercés partout, il ne devrait plus être à craindre, sans la presse immonde qui de différentes façons travaille presque entièrement à son avènement. Il lui suffit de réimprimer jour après jour à des centaines de mille, parfois des millions d'exemplaires, un mot pour que ce mot dont nulle explication précise n'est fournie finisse par exercer un attrait inexplicable. Il en est précisément ainsi du mot corporation. Les quelques auteurs qui ont sérieusement étudié le prétendu régime corporatif vous diront qu'ils ne change rien à la structure économique, à l'exploitation patronale, à la crise capitalieste, se bornant à juguler davantage la classe travailleuse; n'importe qu'un considérable nombre de niais finira par se dire qu'il pourrait en sortir quelque chose.

Nous avons toujours présent l'exemple de l'expédition italienne en Tripolitaine. Il n'est pas excessif de dire que bon nombre d'Italiens en ignoraient même l'existence, la grande majorité en tout cas n'avaient aucune connaissance même livresque d'une telle région. Mais après que toute la presse pendant quelques semaines eut répété le mot Tripoli, l'imagination populaire ne tarda pas à en faire une terre promise et le pays fut secoué par une vague d'enthousiasme. L'Italie allait enfin connaître une destinée, une gloire, une renaissance merveilleuses! Hélas! la déception devait être cruelle! Au lieu des richesses attendues, des milliards devaient être dépensés en pure perte dans un immense pays en grande partie désertique et sablonneux; au lieu de quelques semaines, les opérations militaires allaient s'y prolonger pendant plus de vingt ans; au lieu d'un peuple prêt à la soumission, une race guerrière et indomptable s'y trouvait. Le libéral Giolitti n'en avait pas moins réussi son mauvais coup.

Il en est de même aujourd'hui: à force de répéter le mot corporation, d'aucuns finiront par se sentir tentés d'en faire l'essai et les voilà dûment enchaînés, incapables de l'effort qu'il faudrait pour briser les nouveaux fers. Le danger existe, il ne sert à rien de se le dissimuler, d'autant plus que Messieurs les fonctionnaires syndicaux sont déjà tout acquis à la communauté professionnelle, qui est le plus sûr acheminement à la corporation fasciste.

Sans doute, il ne serait pas bien difficile de déjouer les plans des fascistes de tout acabit. Mais malheureusement, d'une part les social-démocrates sous-estiment le danger et pensent l'écarter par le simple jeu déjà faussé des institutions démocratiques; d'autre part, les communistes poursuivant un but strictement de parti et ne visant en somme qu'à un fascisme à rebours, provoquent plus de confusion que d'action, de haine que d'entente, de méfiance que de confiance.

Nous, anarchistes, aurions à jouer un grand rôle à l'heure où le monde est précisément le plus empoisonné par l'esprit d'autorité, de contrainte, d'asservissement. Le fascisme, et avec lui toute la bourgeoisie, réclame un pouvoir fort; l'antifascisme ne saurait ainsi être compris avant tout que comme une revendication de liberté. Tous les sophismes par lesquels les étatistes s'acharnent à discréditer indépendance, autonomie et liberté individuelles, pour invoquer plans, directions et disciplines, préparent une mentalité favorable aux aventuriers de coups d'Etat. L'individu n'étant plus considéré en lui-même, mais uniquement en tant que membre d'une collectivité, si celle-ci vient à se dissoudre et à se reformer en partie au service d'une tyrannie, il se sentira perdu et esclave aussi. Bien que nous ne puissions nous séparer entièrement d'un milieu donné, il faut à l'occasion savoir réagir contre ce milieu. Il est hors de doute que si tous ceux qui à un titre quelconque sont fatigués et révoltés par le fascisme ne désespéraient pas d'eux-mêmes, un formidable courant propre à l'emporter ne tarderait pas à se former. Ainsi, tout ce qui tend à effacer l'individuel pour ne considérer que le collectif ne sert qu'à ceux qui veulent se maintenir ou devenir maîtres des masses. Or, une société ne s'affranchit, ne s'émancipe que par le fait bien précis de ne plus se donner des maîtres. Notre éducation ne saurait être celle d'une caserne et notre idéal la militarisation s'appliquant à tous les domaines de la vie.

Tous les pouvoirs, sans exception, ne pouvant durer que par l'oppression et l'exploitation, ce n'est pas pour l'un d'eux que nous avons à lutter, mais afin d'aboutir à leur élimination dans un monde sachant allier harmonieusement la solidarité et la liberté.

L. B.

ERRATA DU N° 899

Dernier alinéa de l'article de fond, lire: *les bergers toujours mauvais.*

Dernier alinéa de l'article *Dictature ou liberté?* lire : *du moins si ce mot.*

Dans la note en marge *Une constatation*, lire : *sans leur concours* au lieu de leur coup.

Enquêtes et poursuites

La plus dangereuse des illusions serait de s'en remettre aux autorités pour la lutte contre le fascisme. Celles-ci ne pourront, comme en Italie, en Allemagne, en Autriche et ailleurs que le favoriser plus ou moins ouvertement.

Donnons un exemple. Les réunions et manifestations fascistes donnent lieu très souvent à des incidents et des troubles; mais les autorités même socialistes se gardent bien de les interdire. Par contre, sous prétexte d'ordre public, de paix confessionnelle, de bons rapports diplomatiques, nous avons vu plusieurs meetings et cortèges antifascistes interdits. Il suffit même pour cela qu'un groupement d'étudiants ou de patriotes quelconque le réclame, menaçant de son intervention directe au cas contraire, pour que l'interdiction soit prononcée et la troupe levée pour la faire respecter.

Ces réflexions nous sont dictées une fois de plus par deux informations que nous trouvons dans la presse. Voici la première:

Le gouvernement schaffhousois a chargé le Ministère public d'ouvrir une enquête contre les chefs du Front national, à la suite de la violation du décret fédéral interdisant le port d'uniformes de partis, violation perpétrée dimanche pendant la parade des frontistes.

Remarquons tout d'abord que le gouvernement schaffhousois en autorisant, dans une ville éminemment ouvrière et à majorité socialiste, la parade fasciste, qui était une véritable provocation, et le gouvernement fédéral ne l'interdisant pas non plus, ont fait preuve... de deux poids et deux mesures. Il y avait en effet à craindre des bagarres et des incidents diplomatiques, cela soit dit, étant bien entendu que nous ne réclamons aucune interdiction, mais la liberté pour tout le monde.

Au surplus, comment se fait-il que la police fort en nombre à la parade, ayant constaté la violation d'un décret fédéral par les frontistes, ne les ait pas arrêtés sans autre, d'autant plus qu'elle en avait été prévenue? Cela seul devait même permettre d'interdire la parade.

Voici maintenant la seconde information:

*Le Département de justice et police de Genève a séquestré l'*Homme de droite, *une feuille opénienne, elle traitait d'assassin Litvinoff, ministre soviétique des affaires étrangères qui représente l'U. R. S. S. à la Conférence du désarmement.*

Le procureur général devra se prononcer sur le cas de l'éditeur responsable, conformément aux ordonnnaces sur la presse et sur les diplomates étrangers qui ont été violées.

Ainsi, c'est un socialiste qui le premier réclame une restriction de la liberté de la presse et l'application d'une ordonnance contre laquelle son parti a décidé de lancer une initiative. M. Litvinoff ne s'en serait pas porté mieux ni plus mal d'être traité ou pas d'assassin; mais ce à quoi il faut tenir le plus, c'est à la plus grande liberté de jugement. Le seul résultat obtenu est celui-ci: en exigeant de ne pas appeler assassin tel ou tel personnage, il n'est plus permis d'exprimer une opinion nette sur l'activité de la diplomatie étrangère. Nous aurons à nous taire sur les crimes de Mussolini, Hitler et Dollfuss dès qu'il plaira à un ministre ou consul étranger quelconque de l'exiger. La chose s'est déjà vue.

L'antifascisme ne peut signifier avant tout que liberté. Il faut s'habituer non à être protégé, mais à se protéger, non à demander l'intervention de la loi, mais à intervenir nous-mêmes contre tous ceux qui de leur propre aveu veulent nous priver de tout droit et de toute indépendance. Nous ne pouvons nous en remettre à des lois et à des autorités judiciaires, politiques, militaires, etc. qui toutes sont bourgeoises.

Acheter le journal „La Suisse", c'est donner de l'argent au fascisme

ALLONS AU PEUPLE

Avouons-le sans autre : les anarchistes n'ont pas été à la hauteur de la situation.

Après avoir tant clame la révolution, la révolution est venue, et nous avons été désorientés et sommes presque restés dans l'ombre.

C'est douloureux de le constater, mais le taire et le cacher serait trahir la cause et **continuer dans les erreurs qui nous ont conduits où nous en sommes.**

Il est temps de nous raviser !

La cause principale, selon nous, de notre décadence est l'isolement où nous sommes tombés presque partout.

Pour un ensemble de causes, qu'il serait maintenant trop long d'examiner, les anarchistes, après la dissolution de l'Internationale, perdirent le contact avec les masses, se réduisant peu à peu à de petits groupements, occupés tout le temps à discuter et aussi malheureusement à se déchirer entre eux, ou tout au plus à livrer quelques attaques aux socialistes légalitaires.

Contre cet état de choses, on a cherché plusieurs fois à réagir avec plus ou moins de succès. Mais lorsqu'on croyait pouvoir enfin recommencer un travail sérieux et sur une large base, voici surgir quelques camarades qui, par une intransigeance mal comprise, firent de l'isolement un principe, et aidés par l'indolence et la timidité de plusieurs, auxquels une telle « théorie » servait d'excuse facile pour ne rien faire et ne courir aucun risque, ils réussirent à nous replonger dans l'impuissance.

Grâce à ces camarades, dont beaucoup d'ailleurs, nous nous plaisons à le reconnaître, sont animés des meilleures intentiens, le travail de propagande et d'organisation est devenu une chose impossible.

Voulez-vous entrer dans une association ouvrière? Malédiction! cette association a un président, des statuts, ne jure pas sur le verbe anarchiste : tout bon anarchiste doit s'en garder comme de la peste.

Voulez-vous fonder une association de travailleurs pour les habituer à lutter solidairement contre le patronat? Trahison! Un bon anarchiste ne doit s'associer qu'à des anarchistes convaincus, c'est-à-dire qu'il doit toujours rester avec les mêmes camarades et s'il veut fonder des associations, il ne peut que donner des noms différents à un groupe composé toujours des mêmes individus.

Cherchez-vous à organiser et à soutenir des grèves? Mystifications, palliatifs!

Tentez-vous des manifestations et agitations populaires? Pîtreries !

En somme, tout ce qui est permis de faire pour la propagande, ce sont quelques conférences, où le public n'intervient pas s'il n'est attiré par les dons exceptionnels d'un orateur, quelques imprimés, toujours lus par le même cercle de personnes, et la propagande d'homme à homme, si vous savez trouver qui veut bien vous écouter. Et avec cela, de grands appels à la révolution: — révolution qui, prêchée ainsi, devient comme le paradis des catholiques, une promesse de l'au-delà, qui vous endort dans une inertie heureuse aussi longtemps que vous y croyez, et vous laisse sceptiques et égoïstes, la foi disparue.

C'est là une tactique meurtrière, qui équivaut au suicide. La révolution ne peuvent la faire quatre chats. Des individus et des groupements isolés peuvent faire de la propagande, des coups audacieux, des bombes et d'autres choses pareilles, qui faites à bon escient (ce qui malheureusement n'est pas toujours le cas) peuvent attirer l'attention publique sur les maux des travailleurs et sur nos idées, peuvent nous donner l'auréole des vengeurs du peuple, peuvent nous débarrasser de quelque obstacle puissant; mais la révolution ne se fait que lorsque le peuple descend dans la rue. Et si nous voulons la faire, nous devons attirer le plus possible la foule à nous.

—o—

Cette tactique de l'isolement est contraire aussi à nos principes et au but que nous nous proposons.

La révolution, comme nous la voulons, doit être le commencement de la participation active, directe, réelle des masses, soit de tous, à l'organisation et à la gestion de

la vie sociale. S'il était possible que la révolution soit faite seulement par nous, ce ne serait pas la révolution anarchiste, puisque nous serions alors les maîtres et le peuple, désorganisé et partant impuissant et inconscient, attendrait nos ordres. Et alors toute l'anarchie se réduirait à une vaine déclaration de principes, tandis que pratiquement une petite fraction se servirait toujours des forces aveugles de la masse inconsciente et soumise pour imposer ses propres idées; — ce qui est l'essence même de l'autorité.

Imaginons-nous que demain avec un coup de main, nous puissions seuls, sans le concours des masses, vaincre le gouvernement et rester maîtres de la situation. Les mases qui n'auraient pas pris part à la lutte et n'auraient pas expérimenté la puissance de leurs forces applaudiraient aux vainqueurs et demeureraient passives dans l'attente que nous leur donnions tout le bien-être des promesses faites.

Que ferions-nous? Ou assumer de fait sinon de droit la dictature, ce qui voudrait dire reconnaître irréalisables nos idées antigouvernementales et nous déclarer vaincus en tant qu'anarchistes ou se refuser lâchement à le faire, se retirer en protestant de notre horreur sacrée pour le commandement et laisser le commandement à nos ennemis.

C'est ce qui arriva pour des raisons quelque peu différentes d'ailleurs, aux anarchistes espagnols dans le soulèvement de 1873. Un concours de circonstances les avaient rendus maîtres de plusieurs villes, S. Lucar de Barrameda et Cordoue entr'autres. Le peuple ne faisait rien de lui-même et attendait que quelqu'un ordonne ce qu'il fallait faire; les anarchistes ne voulurent pas prendre le commandement, cela étant contraire à leurs principes... et alors vint la réaction républicaine d'abord, celle monarchiste ensuite, qui rétablit le vieux régime aggravé par les persécutions, arrestations et massacres en masse.

—o—

Allons au peuple : c'est l'unique voie de salut. Mais n'y allons pas avec la morgue prétentieuse de personnes affirmant posséder le verbe infaillible et méprisant du haut de leur prétendue infaillibilité ce peuple. Pour en réclamer l'élan et l'esprit de sacrifice nécessaires les jours de grandes batailles décisives, il faut lui avoir donné des preuves de nous-mêmes, nous être montrés les premiers par le courage et l'abnégation dans ses luttes quotidiennes. Entrons dans toutes les associations de travailleurs, fondons-en le plus possible, poussons à des fédérations toujours plus étendues, soutenons et organisons des grèves, propageons partout et par tous les moyens l'esprit de coopération et de solidarité entre les travailleurs, l'esprit de résistance et de lutte.

Gardons-nous de nous irriter parce que les travailleurs souvent ne comprennent ou n'acceptent pas tous nos idéaux et demeurent attachés aux vieilles formes et aux vieux préjugés.

Nous ne pouvons et ne voulons attendre pour faire la révolution que les masses soient devenues socialistes et anarchistes en toute conscience. Nous savons qu'aussi longtemps que le régime politique et économique actuel de la société dure, l'immense majorité du peuple est condamnée à l'ignorance et à l'abrutissement et n'est capable que de se révolter plus ou moins aveuglément. Il faut détruire ce régime, en faisant la révolution comme on peut, avec les forces que nous trouvons dans la vie réelle.

A plus forte raison nous ne pouvons attendre pour organiser les travailleurs qu'ils soient d'abord devenus anarchistes. Comment pourraient-ils le devenir, laissés seuls, avec le sentiment d'impuissance que l'isolement leur donnerait?

En tant qu'anarchistes nous devons nous organiser entre nous, entre individus parfaitement convaincus et d'accord, et autour de nous, nous devons organiser les travailleurs en larges associations, ouvertes au plus grand nombre possible, les acceptant tels qu'ils sont et nous efforçant de les faire progresser le plus que nous pouvons.

En tant que travailleurs nous devons être toujours et partout avec nos camarades de peine et de misère.

Rappelons-nous que le peuple de Paris commença par demander du pain au roi avec des applaudissements et des larmes de tendresse, et deux ans après, comme il en avait reçu naturellement du plomb au lieu de pain,, il l'avait déjà guillotiné.

—o—

Ravisons-nous. Le moment est grave. Nous sommes parvenus à l'un de ces moments critiques de l'histoire, qui décident de toute une nouvelle période. C'est de nous, qui avons écrit sur notre drapeau les mots libérateurs et inséparables de socialisme et d'anarchie, que dépendent le succès et la direction de la prochaine révolution.

Errico Malatesta.

La guerre ne prouve plus rien. Il fut un temps où la victoire récompensait la bravoure des combattants, leur patriotisme, leur désir de faire triompher une cause juste. Elle est, très souvent aujourd'hui, le résultat d'un machinisme aveugle, favorisant celui qui a tort. L'issue des batailles dépend enfin du hasard. Il favorise parfois le moins digne.

Général Percin.

Bientaits de la dictature

La National-Zeitung, *de Bâle, a publié à plusieurs reprises des articles fort documentés et remarqués sur la situation économique et morale créée par la dictature soit en Italie, soit en Allemagne. Nous attirons l'attention du lecteur sur celui que nous reproduisons ci-dessous où, en un tableau concis, l'organe radical bâlois n'a pas de peine à confondre les admirateurs de la dictature mussolinienne :*

La crise a éduqué l'Italie moins que les autres pays. On n'y parle que de l'enthousiasme de la population pour la sagesse de son gouvernement, et les journaux italiens ont été et sont encore remplis à peu près exclusivement de rapports qui dépeignent sous les couleurs les plus sombres de la misère des pays démocratiques, les finances publiques détruites et les monnaies menacées, par l'effet du parlementarisme. Ce n'est que récemment que quelque chose a percé, ce qui montre clairement à quel point l'Italie est sans fard, sans voiles et sans encensoirs. Si nous y insistons ici, ce n'est pas, naturellement, pour triompher, ni par malice. Mais il est utile d'exposer un peu les faits, pour prouver une fois de plus la fausseté des déclamations sur le fascisme prospère et la démocratie pourrie. L'Italie a été obligée d'abord de faire une conversion de ses dettes intérieures, qui en fait, indéniablement bien qu'on l'ait constaté, a été une conversion forcée. L'économie de 800 millions de lires par an qu'elle a procurée ne suffit pas, et le déficit de la balance commerciale atteint l'Italie d'autant plus profondément que ce n'est pas un pays riche disposant de réserves. Le tourisme, malgré des tarifs de chemins de fer anormalement bas, ne rapporta pas beaucoup, la diminution de la réserve d'or, déjà peu élevée, et qui, pour 40 millions d'Italiens, est à peine plus forte que pour 4 millions de Suisses, ne serait pas préoccupante ; mais la production est en grande partie non bénéficiaire, et rendue possible surtout par les subventions, le dumping, le soutien des prix et autres moyens artificiels, et il y a ainsi, à côté des chômeurs officiels, des chômeurs en beaucoup plus grand nombre qui sont camouflés. Toute la vie économique de l'Italie est devenue impénétrable, il semble qu'il y ait une tentative de fuite devant la lire, et le niveau de vie de la population a baissé.

Le Duce a essayé, avec la plus grande vigueur, de relever le pouvoir d'achat de la lire à l'intérieur du pays. Il a abaissé par décrets-lois les traitements de 6 à 20 % et en même temps le prix du pain, les loyers et les dépenses les plus diverses ; c'est une intrusion énergique dans la vie de tous les Italiens. L'état d'esprit du pays en a été assombri, car les économies restent naturellement très au-dessous de la baisse des revenus particuliers pour les employés et les ouvriers. Les affaires se restreignent encore, et chacun se sent plus pauvre. Le gouvernement cherche à tranquilliser le peuple en traitant les commerçants avec rigueur (rien qu'à Palerme, 91 ont été punis) ; ses plaintes, ses besoins, ses soucis restent inconnus du monde, auquel on présente toujours une Italie heureuse et enthousiaste. Par de nouveaux traités de commerce (celui avec la France vient d'être conclu), l'Italie cherche à s'assurer des possibilités d'exportation et à conserver sa petite réserve d'or. Tout cela est légitime, mais il ne faut pas se dissimuler que le système tant vanté a commis de lourdes fautes, qui se vengent aujourd'hui. Tout d'abord, pour des raisons de prestige, en fixant la valeur de la lire trop haut ; ce devait être un symbole pour le monde, que la lire fût à un tiers au-dessus du franc français, et pour cela le pays était obligé de payer cher pendant de longues années. Ensuite en consacrant des sommes énormes aux armements, puis à la police et à l'espionnage, sans lesquels une dictature terroriste est inconcevable. Des millions ont été sacrifiés. De même les dépenses pour les colonies, pour les grands paquebots à vapeur, pour l'autarchie, qui ne s'expliquent que pour des raisons stratégiques, ont contribué à aggraver la situation budgétaire, et quand soudain Mussolini, après avoir célébré si étonnamment les canons, s'est mis à parler de désarmement, il est clair qu'il a fait de nécessité vertu. L'Italie du fascisme n'est pas devenue plus riche que l'Italie qu'il a prise ; contre les lois éternelles de la situation, de l'histoire, du caractère national, les mots sont impuissants. Il est inutile de le cacher, car cela comporte des leçons qui ne doivent pas être perdues...

Les expériences présentes montrent que le merveilleux, en Italie, n'était pas aussi merveilleux qu'on nous le disait et que partout il faut de l'eau pour faire cuire. La dictature et la terreur ne sont pas des remèdes contre la crise et si l'Italie aujourd'hui conteste qu'elle veuille placer un emprunt à l'ouest, on ne doit pas tenir pour négligeable ce détail qu'elle l'obtiendrait difficilement.

Camarade, pour être fort et préparer ton émancipation, éduque-toi socialement.

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains

NOTES SUR L'U. R. S. S.

—o—

Les „délégations ouvrières"

A Genève particulièrement nous sommes à chaque instant gratifiés de conférences sur la Russie, par des voyageurs, des délégués ou de simples touristes. Ce sont des exposés où il est permis tout au plus de glaner quelques détails, bien à côté du formidable ensemble de problèmes posés par le socialisme. Il y est surtout question d'une industrialisation, copiée sur celle que nous avons sous les yeux sans en être le moins du monde enchantés, et de quelques réalisations heureuses faites ça et là et nullement étendues à tout le pays. Il serait, d'ailleurs, bien triste que, 170 millions d'hommes ne comptent plus aucun savant, artiste, pédagogue, inventeur, etc.

Tout cela est évidemment insuffisant pour nous laisser croire à une construction du socialisme.

— Que vous faut-il alors ? — voilà l'objection qui nous est faite, et nous sommes heureux de trouver dans la Révolution prolétarienne *un article qui y répond fort bien. Nous sommes prévenus par cette revue qu'il est dû à la plume d'un « producteur » qui a habité onze ans l'U.R.S.S., vivant de la même vie et selon les mêmes conditions que le travailleur russe. « Il a passé par tous les grades de la hiérarchie industrielle, depuis celui d'ouvrier jusqu'à celui de directeur technique de trust, et, dans ses différentes fonctions, a eu à résider dans les régions les plus diverses, de Moscou aux extrémités les plus lointaines de la Sibérie ».*

Laissons donc parler ce témoin, d'une valeur fort supérieure à ceux que nous avons pu entendre jusqu'ici.

Deux fois par mois, pour le 1er mai et pour le 7 novembre, des délégations ouvrières des différents pays font un voyage de trois semaines en U.R.S.S. Les délégués en reviennent presque toujours enthousiastes et, au cours de nombreux comptes-rendus, se font les apôtres d'un régime... qu'ils ne connaissent pas. Ceux, rares, que l'expérience n'a pas convaincus, ne peuvent rapporter rien de bien concret, ni de probant. Le résultat final est que beaucoup de travailleurs font leur partie dans le chœur de sympathie pour l'U.R.S.S., avec le ministre Herriot, le maréchal Franchet d'Esperey et tant d'autres.

Essayons d'apporter quelques éclaircissements sur cette question des délégations.

Ce qu'ont l'intention de voir les délégués.

1.— Est-ce que vraiment il n'existe plus ni bourgeois, ni propriété privée ?

2.— Elève-t-on des constructions grandioses et uniques au monde?

3.— L'ordre règne-t-il ?

4.— Le chômage a-t-il disparu ?

5.— Les ouvriers sont-ils au pouvoir ?

6.— La jeunesse y est-elle la plus heureuse du monde ?

7.— A-t-on détruit la religion ?

8.— La femme est-elle devenue l'égale de l'homme et n'est-elle plus esclave du ménage ?

9.— Est-ce que le niveau matériel des travailleurs s'est élevé et leur liberté élargie ?

10.— L'internationalisme a-t-il remplacé le patriotisme ?

etc..., etc...

Ces questions ont le tort d'être trop tardives, et elles vouent à un échec certain toute enquête qui les prendrait comme base. Car, en 17 ans, l'U.R.S.S. a fait beaucoup de chemin, et ce n'est plus de ceci qu'en 1934 les travailleurs occidentaux ont besoin d'être informés. Voici, dans le même ordre de numérotation,

Ce qu'il leur faudrait voir.

1.— Est-ce que le parasitisme des classes bourgeoises n'est pas remplacé par un parasitisme bureaucratique autrement puissant et oppresseur ? Est-ce que le pauvre bougre qui, ayant faim, attente à la propriété privée ?

2.— Comment vivent ceux qui élèvent les « grandioses » constructions et de quel intérêt sont ces dernières pour l'augmentation du bien-être et l'élargissement de la liberté des travailleurs ?

3.— L'ordre nouveau n'a-t-il pas détruit toute possibilité pour l'individu d'être lui-même et n'est-il pas simplement l'ordre d'une immense caserne ?

4.— Le travailleur peut-il changer d'usine quand cela lui convient, ou n'y est-il pas en fait attaché, tel le serf autrefois à la terre ? Pourquoi le gouvernement soviétique, qui manque de main-d'œuvre qualifiée, ne permet-il pas la venue en U.R.S.S. des ouvriers chômeurs des pays capitalistes?

5.— Quelle part prennent les travailleurs dans les grandes décisions gouvernementales, telles que le plan économique, l'alliance franco-soviétique, la politique de l'industrialisation à tout prix, etc. ; en prennent-ils même une en ce qui concerne le programme de leur usine ou la culture de leurs champs ?

6.— Est-ce que la jeunesse soviétique connaît autre chose qu'un étroit catéchisme bolcheviko-stalinien, et n'est-elle pas la plus heureuse du monde en ce sens seulement que, ne sachant absolument rien d'extérieur à l'U.R.S.S., il lui est, plus qu'à aucune autre, impossible de comparer son sort à celui des autres ?

7.— Le marxisme-léninisme-stalinisme n'est-il pas une nouvelle religion qu'on inculque dès le plus bas âge, par tous les moyens, y compris la force, et cette religion n'en est-elle pas au stade de l'orthodoxie la plus étroite et de l'Inquisition ?

8.— Quel sort crée aux enfants la facilité du divorce ?

Est-ce que l'approvisionnement planifié et rationné n'a pas quintuplé les soucis de ménage de la femme ?

N'est-il pas exact que dans les ménages pauvres le budget ne permet pas plus à la femme de profiter des restaurants d'état que des blanchisseries d'état et, qu'en plus de son ménage, il lui faut s'offrir à faire le ménage et la lessive de voisins plus avantagés ?

9.—Est-ce que le niveau de vie de chacun ne dépend pas de l'argent dont il dispose, et n'y a-t-il pas dans la même ville des salaires mensuels de 60-70 roubles et d'autres de 1500-2000 roubles ?

N'y a-t-il pas des ouvriers retraités, ayant travaillé cinquante ans dans la même usine, qui ne touchent que 30-35 roubles par mois et n'ont même pas droit au repas journalier du réfectoire d'usine, du fait qu'ils ne sont plus des producteurs ?

Est-ce que les magasins distributeurs pour hauts « responsables » (« Gort » catégories A et B) pour employés et agents du « Guépéou », pour techniciens étrangers, etc..., ne sont pas incomparablement plus fournis que ceux des ouvriers et employés, et ne distribuent-ils pas des rations beaucoup plus copieuses, plus variées et de meilleure qualité ?

Est-ce que le salaire moyen d'un ouvrier de Moscou (150 roubles) a une valeur d'achat supérieure à celle du secours de chômage versé à Paris ?

Est-ce que depuis des années les travailleurs ne sont pas rationnés en pain, viande, sucre, pommes de terre, graisses, thé, etc., et est-ce que la famille pauvre ne revend pas clandestinement sa maigre portion de viande, de graisses ou de sucre pour acheter le pain qui lui manque ?

En ce qui concerne la liberté de penser : est-ce qu'un seul des 9.700 journaux qui s'éditent sur l'immense territoire russe peut faire entendre un son de cloche tant soit peu différent de celui de Staline ?

« Lever la main contre une proposition des organes supérieurs du parti », n'est-il pas considéré comme un acte « contre-révolutionnaire », qui n'est dépassé que par : « prendre la parole contre une directive gouvernementale » ?

La réunion par Hitler de deux millions d'hommes au 1er mai, n'est-elle pas une simple copie des démonstrations non moins grandioses de l'U.R.S.S. auxquelles les travailleurs sont obligés de participer groupés par arrondissements, usines, ateliers et brigades, et encadrés des responsables du parti et des syndicats ?

Est-ce que le gouvernement des Soviets rend possible la sortie de l'U.R.S.S. aux travailleurs qui le désirent ?

10.— N'est-ce pas le nationalisme russe qui, — paré de nouveaux noms comme la « patrie socialiste », l'« Etat prolétarien » et autres — n'a fait que continuer son développement ?

etc...

Or, ces délégués, en fait

Que voient-ils et que font-ils?

Dès la frontière on leur assure un train de vie bourgeois, si inaccoutumé pour eux que leur séjour en sera rendu extrêmement agréable (wagons-lits de première classe, wagons-restaurants, grands hôtels, excellents et copieux repas, etc...)

Le fait de tomber tout d'un coup dans un pays dont on ne connaît ni la langue, ni les mœurs, donne une telle impression de faiblesse que tous sont, en fin de compte, bien contents d'être vite divisés en groupes confiés à des interprètes — bergers aimables et fidèles qui répondront à toutes leurs questions et leur éviteront ainsi toute recherche personnelle. Ainsi pourvus, ils suivront alors un programme admirablement rempli, qui leur fera « regarder » en quelques jours un peu de tout.

Une excursion dans les paysages admirables du Caucase ou de la Crimée, à laquelle s'ajouteront la bonhomie et l'hospitalité légendaires des Russes — qu'ils prendront souvent pour une résultante de la révolution — conquerra les plus revêches et, finalement, tous seront enchantés d'un voyage qui, pour beaucoup, restera « le plus beau jour de leur vie ».

Pendant trois semaines, nos délégués auront été trimbalés en autocars d'une usine à une crèche, de celle-ci à une fabrique-cuisine, d'une école à un musée, d'un hôpital à une prison, d'une démonstration à un théâtre et d'une ville d'eau à un sovkhose. Partout ils auront été le « centre » sur qui les regards sont fixés et dont chacun semble désirer satisfaire les désirs. Ils ne savent pas, évidemment, que l'usine ou la crèche qu'ils ont visitée est la même qui l'a déjà été bien des fois par des délégations similaires, et que ces ouvriers qui les

voient les considèrent comme des mannequins en balade. La familiarité de deux ou trois grosses « huiles » secondaires qui auront consenti à les recevoir finira de les griser.

On conçoit facilement que dans de telles conditions, il est difficile de s'éloigner du troupeau et de se renseigner par soi-même mais on voudrait que ceux qui en reviennent confessent plus souvent, qu'ils n'ont pu rien voir, que le voyage fut agréable, mais qu'il n'eut rien d'une enquête, et que les renseignements qu'ils rapportent leur ont été communiqués par les officiels soviétiques; ils n'ont vu de l'ouvrier russe que ce que verrait de l'ouvrier français un mandarin chinois traversant les ateliers Citroën à Paris.

Comment faire une véritable enquête?

Tout d'abord il faut bien se dire qu'il s'agit de ne pas se contenter ni de principes généraux, ni de perspectives grandioses. Il faut viser des choses plus concrètes et ne plus se laisser berner. Que les travailleurs d'Occident veuillent savoir enfin de quoi est faite matériellement et intellectuellement la *journée de tous les jours* du travailleur soviétique et de sa famille, rien de plus. Car cette question renferme tout le problème social.

L'époque des ballades en URSS aux frais des pauvres syndiqués russes a assez duré. Il faut aller là-bas pour y vivre un temps assez long, et de la vie même du pays. Si on veut de véritables enquêtes ouvrières, que de petits groupes de délégués terrassiers, ajusteurs et autres s'en aillent — accompagnés d'un interprète qu'*ils choisiraient* eux-mêmes — travailler pendant six mois ou un an de leur propre métier au milieu des ouvriers soviétiques de leur corporation dont *ils partageraient le sort à tous les points de vue.*

C'est simple, ça coûterait moins cher aux syndiqués soviétiques et cela ferait profiter l'économie russe de notre expérience professionnelle. Puisqu'ils veulent toute la lumière, nous demandons aux communistes d'ici de faire cette proposition à leurs dirigeants de Moscou.

M. Yvon.

Education traditionnelle ou Education nouvelle ?

L'éducation traditionnelle et l'éducation nouvelle sont en lutte depuis bien des années, et cette dernière a tendance à gagner du terrain dans les pays qui jouissent encore de quelques libertés. Par contre, en Allemagne, en Autriche, les écoles nouvelles sont interdites et remplacées par des méthodes formant d'authentiques « patriotes ». La *Suisse* résumait fort bien l'opinion des gens de droite, il y a quelques mois, lors du discours, de je ne sais plus quel vieux grenadier (ô combien vieux !). Ce vieux grenadier disait, sinon en ces termes, du moins en cet esprit : « Nous en avons assez de ces principes nouveaux qui laissent croître librement l'enfant. Nous voulons former de bons citoyens et de bons soldats, et pour cela il faut briser la volonté de l'enfant, lui apprendre le respect, l'obéissance et la discipline ». Ceux qui ne rêvent que de perpétuer la société telle qu'elle est, ne peuvent vouloir que l'éducation traditionnelle pour le peuple : briser la volonté pour apprendre l'obéissance, tuer dans l'œuf tout esprit d'indépendance, toute initiative, dresser le corps et l'esprit à l'immobilité, à la passivité, contraindre au respect par la crainte, habituer l'esprit à écouter et à retenir, sans jugement, sans critique. Avec cela on aura certes le citoyen et le soldat idéaux, poires à exploiter et chair à canon parfaite.

Mais pour nous, anarchistes, qui souhaitons ardemment un monde nouveau, pour nous qui sommes si souvent attristés par la résignation, l'absence complète d'initiative de ceux qui nous entourent, ne voulons-nous pas, pour former cette humanité nouvelle, former un homme nouveau dès le berceau ? Ne voulons-nous pas soutenir les tentatives d'éducation nouvelle, qui, dans le plan de la pédagogie, ont exactement les mêmes principes libérateurs que ceux que l'anarchie veut mettre en pratique dans la société ? Former des hommes conscients, capables d'agir en prenant leurs responsabilités, sans attendre les ordres d'«en-haut», voilà ce que nous voulons. L'éducation nouvelle, avec des modes d'application assez variés, n'a pas d'autre but. Elle veut mettre l'enfant en contact avec le monde qui l'entoure et faire surgir sa réflexion et son jugement de l'observation directe des choses. « L'activité spontanée, personnelle et productive, tel est l'idéal de l'école active ». (Ferrière, l'*Ecole Active).* Comme l'écrivait Rousseau, dans l'*Emile*, il y a deux siècles déjà : « Il s'agit moins d'apprendre à l'enfant une vérité que de lui montrer comment il faut s'y prendre pour découvrir toujours la vérité. »

Luttons donc sur le plan social pour un changement radical de la société, mais soutenons aussi l'école active, qui formera des hommes plus aptes à créer une société nouvelle et à y vivre.

X.

La grandeur du crime est la seule différence qu'il y ait entre un conquérant et un brigand.

Marat.

Ce que sera la guerre future

Sous le titre *Quel serait le caractère d'une nouvelle guerre*, il a été publié à Londres un livre saisissant, œuvre collective de dix-huit experts militaires et savants chimistes choisis parmi les plus célèbres tant en Europe qu'en Amérique et au Japon. Ces collaborateurs, ignorant chacun le travail de l'autre, furent invités par l'éditeur à exposer leurs idées concernant la guerre future. On ne pourrait imaginer lecture plus effroyable que ces dix-huit dissertations dont le ton morne et calme, l'objectivité absolue ne font qu'ajouter à l'affolant effet qu'elles provoquent.

Infanterie: pâture pour les tanks

La technique a renversé nos manières de faire la guerre, écrit le général anglais Fuller, d'après lequel l'infanterie, autrefois principal facteur des batailles, se trouve aujourd'hui dans la même situation que, sous le rapport économique, les ouvriers industriels rendus peu à peu superflus par la machine. Des troupes motorisées, voici l'arme vraiment précieuse. Les fantassins, auxquels en temps de paix on enseigne à faire des marches et contremarches de plusieurs heures avec des charges de 56 livres sur le dos, ne sont bons qu'à être massacrés par les tanks. Les tanks contre l'infanterie, dit-il, ce n'est plus de la guerre. C'est un jeu de massacre.

L'avenir est dans l'air

D'après une étude du major anglais Bratt, l'issue des guerres futures ne se décidera plus sur terre, ni sur la mer, mais dans l'air. Le vainqueur sera qui pourra se prévaloir de la maîtrise de l'air. Jusqu'à présent, par exemple pour le transport des troupes, les chemins de fer jouèrent un rôle énorme. Or ce rôle se réduira à peu près à rien ,une fois toutes les troupes motorisées. D'autre part, aucune armée terrestre, quelque forte soit-elle et quelle que soit sa puissance en canons, ne pourra empêcher la flotte aérienne de l'ennemi de survoler ses lignes et de pénétrer sur le territoire défendu. L'agresseur s'en prendra beaucoup moins à l'armée ennemie qu'aux non-combattants, aux civils, sachant que c'est leur attitude et leur capitulation qui décident de l'issue de la guerre. Dans une future guerre, les hécatombes se produiront, non au front, mais à l'arrière, dans des territoires qui, normalement, n'auraient même jamais été des zones de guerre.

Les bombes incendiaires

Une chimiste suisse, Mme Gertrude Wolker, dont le nom fait autorité, consacre un chapitre à la guerre bactériologique et chimique. L'emploi des gaz aura des effets autrement épouvantables que durant la dernière guerre.

On connaît aujourd'hui des bombes incendiaires ne pesant qu'un kilo et qui, au contact du toit d'une maison, par exemple, ou en touchant le sol, dégagent subitement 3000 degrés de chaleur L'acier qui entoure cette bombe prend feu et, sous la forme d'une masse coulante, traverse les étages, mettant tout en feu. D'autres bombes, d'un poids plus lourd, pénètrent profondément dans le sol. Ces bombes **serviront à détruire** les canalisations, les tout-à-l'égout des grandes villes, les conduites de gaz qu'elles mettront en feu. Quelques aéroplanes suffiront pour transporter un assez grand nombre de ces bombes afin d'incendier toute une capitale.

Un autre nouveau type de bombe consiste en ce qu'on appelle les « bombes de Berlin », engins épouvantables tuant tout être vivant dans un périmètre de 800 à 1000 mètres autour de l'endroit de l'explosion même.

Pas d'illusions!

D'après le général Growes, il serait illusoire de croire à la possibilité de la defense d'une ville comme Paris, Londres ou Berlin en cas d'une attaque aérienne sérieuse, telle qu'elle se ferait au cours d'une guerre future. Les abris les plus solidement combinés, les mieux étudiés n'offriraient plus de garantie sérieuse, tant les nouvelles bombes sont puissantes et irrésistibles. Des rues entières seraient rapidement incendiées. Comment les personnes cachées dans les caves, arriveraient-elles seulement à sortir sous l'amas énorme écroulé et recouvrant l'abri, incendié probablement lui-même, à moins qu'il n'ait été empoisonné par les gaz délétères.

La noyade „sèche"

On connaît à présent des gaz pénétrant l'organisme sans que la victime s'en aperçoive jusqu'au moment où les effets meurtriers se produisent. Et quels effets! Voici par exemple le « gaz vert » provoquant dans l'organisme la « noyade sèche ». En effet, sous l'action du gaz, les tissus et les vaisseaux capillaires du poumon sont mis dans un tel état qu'ils y attirent tous les plasmes du sang et que le poumon se trouve littéralement noyé dans cette affluence. Le processus est le même que si la victime s'était noyée; elle l'est, mais dans son propre sang !

Les conventions ne tiennent pas en temps de guerre

Un autre officier anglais, le commandant Lefebvre, établit que ce serait purement un leurre que de s'imaginer qu'un peuple respectera quelque convention que ce soit, faite en vue de rendre la guerre plus « humaine ». Les peuples recourront aux moyens les plus affreux. Toujours d'après ce même auteur, les masques à gaz ne seront d'aucune efficacité, puisqu'il existe aujourd'hui des gaz pénétrant même à travers le masque ou s'insinuant par-dessous.

Ce qui nous attend

Le professeur Langevin constate que cent avions suffiraient parfaitement pour anéantir une ville comme Paris comptant trois millions d'habitants. Le général allemand Altrock abonde également dans ce sens. D'après lui, *c'est l'extermination de la population civile qui sera justement l'une des caractéristiques d'une guerre future*, tandis qu'au front proprement dit on jouira d'une tranquillité relative. Le chef du Département des explosifs au ministère de la guerre anglais, lord Halsbury, disserte des vertus du « difenylcyanarsin », dont 40 tonnes suffisent pour empoisonner et tuer environ 8 millions d'âmes, c'est-à-dire Londres et toute sa banlieue.

—o—

En commentant ce livre, un collaborateur d'un grand journal danois rappelle qu'il est fort probable que dans la guerre future les belligérants ne pourront s'entendre pour épargner certains points stratégiques — comme ce fut le cas en 1914-18 — et que les opérations étant portées surtout sur l'arrière, les auteurs responsables et les embusqués risqueront tout autant, si ce n'est plus, que leurs victimes du front. Il faut voir là, dit-il, l'une des raisons pour lesquelles le capitalisme international hésite à tenter de liquider la crise économique par une conflagration générale. C'est peut-être exact. Mais il ne faut pas oublier que tous les régimes menacés dans leur existence ont cherché à se sauver par la guerre. Il en est ainsi du capitalisme, dont les tenants ne se laisseront sans doute pas arrêter par les conséquences tragiques de leur action. Ils sont comme les criminels, qui espèrent toujours que leurs crimes resteront impunis. Ne nous faisons donc pas beaucoup d'illusions ; au contraire, plus que jamais il faut être vigilants pour anéantir au moment opportun les intentions sanguinaires des capitalistes et de leurs complices du socialisme et du syndicalisme partisans de la défense nationale.

Jdx.

Le fonctionnement de la Magistrature du Travail en Italie

Tout le monde sait que l'Italie est ce pays heureux où la lutte des classes a disparu. La plupart ignorent comment cela s'est fait; généralement on affirme catégoriquement que c'est grâce au fameux « Etat corporatif » avec sa Magistrature du Travail.

Cette opinion est démentie par les faits: la Magistrature du Travail a été créée en 1926 tandis que les grèves ont cessé pratiquement en Italie depuis l'avènement du fascisme.

L'action du juge a été précédée en réalité par celle des bandes fascistes qui, armées de bâtons, frappaient jusqu'au sang les ouvriers ou leur administraient l'huile de ricin afin de les persuader que le marxisme n'est qu'un mythe.

La loi du 3 avril et le décret du 1er juillet 1926 qui interdisent la grève comme un crime punissable en certains cas de plusieurs années de prison, n'ont donc fait que consacrer un état de fait existant depuis longtemps. Il est vrai que la loi défend aussi le lock-out des entrepreneurs, mais on voit bien que nul d'entre eux n'aura besoin d'avoir recours à ce moyen, du moment que toute grève est défendue.

La même loi instituait les Tribunaux du Travail; il s'agit maintenant de voir comment ceux-ci ont fonctionné.

Il faut remarquer d'abord que le recours au Tribunal devient obligatoire pour les deux parties seulement dans le cas où elles ne parviennent pas à un accord « amiable » ou soi-disant tel; pendant ces premiers pourparlers on a recours souvent à l'arbitrage d'une personnalité politique qui, en maintes occasions, est le duce en personne.

Ainsi en août 1927 les représentants des agriculteurs de la province de Ferrare et ceux de leurs ouvriers discutaient une question de salaires en présence du préfet. Les ouvriers avaient déjà dû supporter trois réductions de salaires en deux années et on leur en demandait une quatrième.

Comme on ne parvenait pas à un accord, le préfet eut la brillante idée de téléphoner à Rome au ministre Balbo, qui est né justement à Ferrare, pour qu'il tranchât la question. La réponse fut :

« Les intérêts de la production exigent que les travailleurs soient les premiers à se sacrifier pour le bien-être de la patrie. Qu'ils acceptent avec orgueil et discipline les propositions des employeurs. Allez! Et faites connaître ceci comme ma volonté aux admirables travailleurs de Ferrare! »

Le cas concernant les 220,000 sarcleurs de riz de Vercelli et Novara est encore plus scandaleux.

En 1927 la question fut portée pour la première fois devant la Magistrature du Travail. Celle-ci décida d'accepter la réduction de 60 centimes par jour que les fonctionnaires des syndicats ouvriers avaient proposée « spontanément », tandis que les agriculteurs demandaient une réduction de 20%. Mais les ouvriers furent tenus de restituer une partie des salaires qu'ils avaient déjà touchés . (*Corriere della Sera*, juillet 1927). En 1928, les fonctionnaires des syndicats acceptèrent « spontanément » une deuxième réduction de 7,50% sur les salaires des travailleurs.

En 1929 il y eut une augmentation de 20% dans le prix du riz; les agriculteurs offrirent aux syndicats une augmentation de 1,50% qui fut acceptée avec « gratitude ».

En 1920 les prix du riz ayant tombé de nouveau nouvelle demande de réduction de salaires de la part des agriculteurs; nouveaux pourparlers sous l'arbitrage du ministre des Corporations. Résultat: réduction des salaires de 1,75%.

En 1931, les employeurs demandent une nouvelle réduction de 35%; les fonctionnaires des syndicats offrent 20%. Le Tribunal du Travail établit un compromis sur la base d'une réduction de 24%. (*Stampa*, 19 juin 1931.)

En 1932, les prix du riz marquent une augmentation, mais les salaires demeurent stationnaires.

« Les syndicats — écrit le *Lavoro Facista* (10 avril 1932) — ayant considéré les intérêts de la production, n'ont pas estimé opportun de s'avantager de l'amélioration du marché. »

L'année suivante, les « intérêts de la production » exigent une nouvelle réduction: les syndicats — ou pour mieux dire leurs fonctionnaires — acceptent.

Comme résultat de cette politique de « conciliation » et d'« arbitrage », un ouvrier qui gagnait 19.50 lires en 1926, gagne 8 lires 80 (2 fr. 35) par jour en 1933: soit une diminution de 55%.

Les deux exemples que nous avons rapportés démontrent comment:

1) Les Tribunaux du Travail ne constituent aucune défense pour les travailleurs, car on n'a recours à eux que dans des cas très rares;

2) Les syndicats ouvriers sont complètement à la merci des Fédérations des industriels et des agriculteurs et ne sont pas à même de protéger les intérêts des ouvriers. Les secrétaires des syndicats sont nommés par le gouvernement.

On pourrait nous faire remarquer que les exemples en question ont peut-être été choisis par nous d'une façon tendancieuse. Comme réponse à cette possible objection, nous ajouterons que, selon les données mêmes des journaux fascistes, les salaires ont diminué en Italie de 30 à 40% depuis 1927 tandis que le coût de la vie n'a diminué que de 15% (*Lavoro fascista*, juin 1933.)

Encore, les nouvelles mesures « déflationnistes » annoncées récemment par le gouvernement ont signifié une diminution ultérieure des salaires.

Un écrivain français, M. Rosenstock-Frank, dans l'ouvrage très documenté qu'il a publié dernièrement (*L'Economie corporative fasciste en droit et en fait)* démontre (page 118) qu'en Italie, « le niveau moyen de vie accuse une baisse d'environ 20% » et arrive à la conclusion (p. 162) qu'il « est hors de doute que la condition du prolétariat italien a empiré depuis l'avènement du fascisme ».

Tel est, en effet, le seul résultat concret du « régime corporatif ».

Service de presse G. e L.

MÉFIONS-NOUS

Le Travail se réjouit de cette déclaration de M. Serrarens, secrétaire de l'Internationale syndicale chrétienne, à propos de la Corporation telle que Dollfuss vient de la créer en Autriche :

Le mouvement autrichien n'est pas une organisation créée et dirigée par des ouvriers, c'est un service d'Etat suscité et administré par l'autorité gouvernementale.

Il méconnaît totalement le principe de la liberté syndicale, il instaure un état d'exception pour la classe ouvrière. Les employeurs n'ont naturellement, pas encore été soumis de cette façon à l'autorité de l'Etat. Il paraît que cela viendra encore, mais tout se passera sans doute comme en Italie et en Allemagne où le mouvement ouvrier seul a été détruit.

Le plus grave, à nos yeux, c'est qu'on nomme tout cela du nom de chrétien... Rien n'est plus faux. C'est fort beau de mettre en tête d'une constitution que Dieu est l'origine de tout droit, mais ce n'est pas cela qui rend l'Etat chrétien.

Cela valait sans doute la peine d'être enregistré mais sans y attacher trop d'importance.

Le quotidien socialiste nous a fait encore savoir que le Congrès international des syndicats d'employés chrétiens, siégeant à

Montreux, s'est prononcé pour le corporatisme avec le maintien de la liberté syndicale, et contre le corporatisme à la mode fasciste.

Eh bien, nous disons qu'il faut être contre toute espèce de corporatisme. Certaines déclarations de vouloir considérer « la liberté comme un droit imprescriptible de la personne humaine et la base de l'organisation de la corporation » ne sauraient nous rassurer le moins du monde; nous y voyons même une manœuvre jésuitique pour faire accepter le principe de la corporation même, qui ensuite se développera logiquement par l'attribution exclusive aux organisations syndicales de l'Etat de toutes les fonctions propres au syndicalisme. A ce moment-là toute organisation libre se trouvera sans but et dans l'impossibilité de jouer le rôle dévolu aux syndicats.

Pourquoi les partisans des Corporations n'essaient-ils pas en régime de liberté syndicale de les développer? C'est parce qu'ils comprennent fort bien qu'ils resteraient toujours minorité très souvent négligeable; par la corporation, ils veulent donc s'acquérir une place prépondérante, grâce à la contrainte de l'Etat et aux privilèges qu'il leur reconnaîtra.

Corporation et liberté syndicale s'excluent; celle-là n'est mise en avant que pour supprimer celle-ci.

Notes en marge

En Autriche.

M. Dollfuss pensait, avec l'écrasement du socialisme, gagner à lui les hitlériens d'Autriche, mais ces derniers ne paraissent pas vouloir se résigner à une fonction de sous-ordres, et ils continuent leurs exploits. Voici les derniers en ordre de date :

A Vienne, une bombe a fait explosion la nuit à l'aula de l'Université, section d'agriculture. Les dégâts sont considérables. Ils sont visibles à l'extérieur du bâtiment. La direction de l'Université a suspendu les cours jusqu'à nouvel avis.

Une bombe a éclaté dans le palais du prince-archevêque de Salzbourg, causant d'importants dégâts. A Morzg, près de Salzbourg, une bombe a détruit un kiosque de fleuriste appartenant au chef local de la Heimwehr. A Anleiten, un enfant a été grièvement blessé par l'explosion d'une boîte d'étain ramassée sur la route.

Il ne s'agit pas là bien entendu d'une lutte de classes mais de chocs que M. Pilet-Golaz envisage sans crainte pour la Suisse aussi. Il paraît que les valeurs spirituelles surtout y trouvent leur compte.

Une autre histoire.

M. Tony Roche arrive à cette conclusion à propos de la guerre:

Il faut donc vouloir abolir la guerre, car dès que l'entreprise n'apparaît pas comme chimérique, la tenter est le plus impérieux des devoirs. Mais il faut aussi vouloir le moyen de l'abolir, c'est-à-dire se résigner à une répartition équitable des richesses. Et cela, c'est une autre histoire...

Il y a vingt-trois siècles qu'Aristote a affirmé que l'inégalité des fortunes est la cause de l'instabilité des Etats, formulant en conséquence le principe de la lutte des classes. Maintenant pour assurer définitivement cette équitable répartition des richesses, il est question de supprimer la lutte des classes en écrasant définitivement la classe pauvre. Mais la lutte des classes supprimée, les riches ne voulant précisément pas « se résigner à une répartition équitable des richesses », les guerres s'ensuivraient toujours plus meurtrières et effrayantes.

Conclusion : pour avoir la paix, il faut que la lutte des classes atteigne son but: la suppression des classes.

Entre fascistes.

Entre fascistes de diverses obédiences la polémique se poursuit. Aussi canailles les uns que les autres ils se rprochent réciproquement leurs crimes sans qu'il soit possible d'établir lesquels sont plus criminels. M. Dollfus fait télégraphier de Vienne à la presse mondiale :

En même temps que leur campagne terroriste les nationaux-socialistes poursuivent leur propagande radiophonique anti-autrichienne. L'ancien chef hitlérien de Vienne, M. Alfred Frauenfeld, qui s'est enfui en Bavière, la semaine dernière, a repris l'offensive aux lieu et place de l'inspecteur Habicht. M. Frauenfeld a, entre autres, prétendu que 80% de la population autrichienne était national-socialiste et que la police fédérale est entre les mains des juifs. Il a violemment accusé les dirigeants autrichiens d'employer des méthodes de répression injuste dans les prisons et les camps de surveillance. Il a fait un tableau des plus sombres de la situation politique et économique de l'Autriche.

Il faut une rare impudence pour se livrer depuis l'Allemagne de Hitler à de tels reproches, mais pourcentage et antisémitisme à part, l'infamie de M. Dollfuss aussi ne fait pas de doute. Les décapitations d'Allemagne vont de pair avec les pendaisons d'Autriche et, soulignons-le, il n'y a encore eu pas un seul nazi pendu, mais uniquement des socialistes. C'est enfin le propre de tout fascisme de rendre sombre la situation politique et économique d'un pays.

Après la der der.

Le collaborateur financier de la *Tribune de Genève* se livre à ces réflexions :

On a beaucoup parlé désarmement, hier, au quai Wilson, et M. Barthou y a fait un très remarquable discours. Entre temps, on mande de Pilsen, en Tchécoslovaquie, que les grandes usines d'armes de Skoda (qui se distinguèrent en 1914 par leur fabrication secrète de canons 420 qui démolirent les forts belges) sont fournies de commandes pour deux ans et que le travail se poursuit jour et nuit en trois équipes. Ces derniers jours, 1500 ouvriers nouveaux ont été embauchés. Les commandes, dit-on, sont principalement pour des pays d'outre-mer... de ces pays, sans doute, qui n'ont pas de quoi payer leurs dettes à l'Europe mais qui trouvent toujours des fonds pour acheter des armes.

Certains journaux français se demandent si cette information sur la Skoda n'est pas lancée de source allemande pour détourner l'attention mondiale des armements allemands. Quelle en serait l'utilité? Tout le monde sait, malheureusement, que les armements ont partout repris de plus belle et plus personne actuellement, n'a besoin de s'en cacher. Nous sommes revenus à la situation de la période 1910-1914.

Ainsi au nom des valeurs spirituelles qui renaissent un peu partout, un nouveau massacre est en préparation, et nulle part, malheureusement, nous ne voyons se dessiner une opposition à même de faire cesser les spéculations des marchands de canons, des états-majors et des politiciens véreux. Le bétail humain, sous les coups de matraques policières, s'achemine à l'abattoir, cependant que les diplomates continuent leurs discours menteurs. Mais, consolons-nous, avec cela nous aurons la suppresion de la lutte des classes et la corporation !

Toujours la pelle!

Nous disons d'autre part qu'elle a fait dire nombre de bêtises, mais voici tout de même quelques paroles sensées :

La machine ressemble à la langue telle que la définissait Esope; elle sera la meilleure ou la pire des choses. La pire si le capitalisme prétend s'en approprier les bénéfices, la meilleure si elle apporte à tous les hommes un état de mieux-être et de repos qui permettra à l'âme de s'épanouir dans un corps sain. Si l'on se tient à la solution égoïste, la masse ne se résignera pas à la misère, à la faim, à la destruction; la révolte des esclaves modernes ressuscitera Spartacus, victorieux cette fois, et en quel état de faiblesse nous trouvera l'agression des Jaunes qui se déclenchera alors contre nous comme déferla la vague barbare sur le monde romain!

Il n'est pas besoin de jouir du don de prophétie pour prévoir cela. Et comme tous les gens de bon sens en sont frappés, on peut se demander si, sur le capitalisme aveugle et sourd à un tel point ne pèse pas la malédiction de Jupiter...

Bien entendu, ne demandons pas à M. Tony Roche d'être conséquent avec ce qu'il dit dans ces lignes et partant de travailler à mettre en demeure le capitalisme d'en finir avec son exploitation éhontée. Passer des mots aux actes, c'est pour beaucoup passer de l'autre côté de la barricade.

Méthodes suspectes.

Un journal bolchevisant nous donne la dépêche suivante:

Moscou, 31 mai. — A l'occasion du cinquième anniversaire de l'introduction des méthodes de l'émulation du travail, le Conseil central des syndicats de Russie des Soviets publie un appel aux ouvriers pour qu'ils utilisent à fond les instruments de travail dans l'intérêt de l'Etat.

Le Conseil central invite les syndiqués à vouer tous leurs efforts à cette tâche et à combattre énergiquement les paresseux et les désorganisateurs de la production.

Le Troud, *qui est l'organe du Conseil central des syndicats, poursuit aussi depuis quelque temps une assez vive campagne contre les abus dont se rendraient coupables certains dirigeants de l'industrie qui violeraient systématiquement la législation du travail et notamment les lois sur le repos et sur les heures supplémentaires, dont l'usage serait répandu. Le* Troud *estime que le recours aux heures supplémentaires ne serait souvent pas nécessaire si le travail était mieux organisé.*

Ces critiques indiquent que la presse n'est pas jugulée comme on le dit.

Est-ce parce que nous sommes des « ouvriers ouvrant », comme disent les documents du moyen-âge et non pas des ouvriers honoraires du fonctionnarisme syndical et de parti que nous n'admirons guère les « méthodes de l'émulation du travail »? Il est certain que dans les pays capitalistes les ouvriers les acueilleraient fort mal, et il semblerait que dans l'Etat prolétarien avec l'enthousiasme, la mystique, la foi, etc., des producteurs, dont la presse bolcheviste nous entretient continuellement, ces méthodes soient parfaitement inutiles. Au lieu de cela il n'est question que de paresseux et de désorganisateurs, sur lesquels on insiste rarement même en régime bourgeois.

Quant à la campagne contre les dirigeants nous la trouvons fort suspecte. Les dictateurs ont souvent besoin de se décharger de leurs fautes et échecs sur leurs sous-ordres. Il s'agit, comme au temps du petit père, le tzar, de laisser croire aux prolétaires que lui, Staline, est la bonté et l'infaillibilité mêmes, mais que ses ordres sont mal exécutés. Les privations et les longues journées ne sauraient ainsi lui être attribuées. Le *Troud*, au lieu d'une critique indépendante, fait donc une critique sur ordre et au bénéfice du dictateur. D'ailleurs, la presse étant exclusivement bolcheviste, comme en Italie elle est exclusivement fasciste, il n'est évidemment pas besoin de la jugular. Quant à celle qui pourrait l'être, elle se trouve entièrement supprimée.

GENEVE

La pelle mécanique.

Les bêtises qui ont été dites sur cette pelle à Genève pourraient vraiment être ramassées à la pelle... mécanique par surcroît !

Tout d'abord, nul écho d'une polémique sur cette fameuse pelle ne nous est parvenu du dehors. Pourtant elle n'a pas été inventée ni fabriquée à Genève et nous l'avons vue employée un peu partout en Suisse, sans qu'aucun parti bourgeois, socialiste ou communiste crût devoir protester. Tout l'outillage mécanique a été admis et à juste raison, même lorsqu'il venait remplacer un travail à la main nullement dur et pénible comme celui exécuté avec une pelle. Quoi de plus étrange que de vouloir garder tout particulièrement la forme de travail la plus épuisante et abrutissante!

Pourquoi donc les répugnants hypocrites du *Courrier de Genève* le font-ils composer à la machine et non pas à la main, afin de fournir du travail aux chômeurs? Est-il possible d'imaginer pire absurdité économique que de préconiser le maximum d'effort pour le minimum de rendement?

Vous oubliez les chômeurs! nous objectera-t-on.

Eh! non, nous ne les oublions pas le moins du monde; mais la meilleure manière de leur procurer du travail, c'est de réduire la durée de la journée. Or nous parions que si un mouvement était lancé à cet effet, la Corporation cléricale du bâtiment se garderait bien d'y adhérer.

Que la canaillerie bourgeoise cherche à exploiter, faute de mieux, la pelle mécanique ne saurait nous étonner; mais il est pénible de voir socialistes, communistes et bon nombre de syndiqués aussi faire cause commune avec Berra et les fascistes de *La Suisse !*

Pour être logiques tous les partisans enthousiastes de la pelle devraient laisser à d'autres leurs places, où fort probablement ils se servent d'un outillage mécanique, pour aller remuer à la pelle terre, boue, fumier et autre chose encore! Nous serions alors aussi d'avis de supprimer la pelle mécanique pour les voir à l'œuvre.

En attendant nous lisons que la Commission de la pelle mécanique a décidé de faire examiner par des juristes si les divers projets de lois en présence sont conformes aux dispositions constitutionnelles, car il ne servirait à rien de rédiger une loi que le premier entrepreneur venu pourrait faire casser par un tribunal.

C'est donc reconnaître que la question n'a encore été posée nulle part, comme nous l'avons dit au début.

Fascistes italiens.

A Genève, les fascistes italiens se plaisent à organiser des manifestations publiques, se mêlant ainsi à la vie politique locale Nous n'y voyons aucun inconvénient et ne demandons aucune défense, mais s'il y a manifestation il est aussi naturel qu'il y ait contre-manifestation, dans une ville dont la majorité et les autorités mêmes sont démocratiques et socialistes. Et alors il peut en résulter des conflits, des *chocs* comme dirait le conseiller fédéral Pilet-Golaz. Or, s'il arrive aux mussoliniens d'être quelque peu bousculés, rien de plus naturel, et M. le consul à Genève ou M. le ministre à Berne n'ont rien à réclamer. En Italie, toute manifestation qui n'est pas strictement gouvernementale est interdite et frappée de graves condamnations; en Suisse nous ne saurions ne pas intervenir contre des manifestants visant à la destruction des organisations et des partis ouvriers Les représentants du gouvernement italien feront bien d'en prendre bonne note et le Département cantonal de police aussi.

Affiches politiques.

MM. les députés bourgeois sont particulièrement écœurants, en se faisant les champions de la liberté à propos d'affiches que le Département de justice et police a fait rectifier. Nous pourrions citer une vingtaine d'affiches de notre groupe qui sous le régime radical ont été censurées. Loin de protester au nom de la liberté, les bourgeois se plaignaient que des mesures plus... radicales ne fussent pas prises. Il arrivait même que l'affiche étant incensurable, le Département tardait à donner sa réponse, si bien que l'affichage devenait tardif. Que penser d'ailleurs d'un projet de loi revendiquant la liberté d'affichage, mais qui en réalité la supprime pour toute personne qui n'est pas de nationalité suisse et n'est pas domiciliée à Genève depuis un an au moins! Une fois de plus, il apparaît évident que légiférer signifie toujours restreindre la liberté et nullement la protéger.

Cela soit dit sans vouloir le moins du monde prendre la défense du Département de police, qui avait sans doute mieux à faire que suivre la tradition. Mais est-ce possible?

Le salut à la romaine.

Endosser une chemise de couleur et saluer d'une façon spéciale, voilà ce qu'il faut avant tout pour rétablir les valeurs spirituelles ! Pensez donc, Géo Oltramare a salué à la romaine d'autres pîtres mineurs qui l'applaudissaient à tout rompre ! Depuis l'Escalade la République de Genève n'avait plus vu d'aussi grand événement.

En Italie même le salut à la romaine est l'objet de railleries fort savoureuses dans les différents dialectes régionaux. C'est ainsi qu'un poète romain explique que par ce salut il est possible d'éviter tout contact et de signifier que tout en étant de grands amis et en s'aimant bien, il est néanmoins bon de garder les distances.

Un dicton populaire lombard se traduit à peu près ainsi : Lorsque nous disions à l'un et à l'autre bonjour, nous gagnions 30 lires par jour ; maintenant avec le salut à la romaine, nous gagnons 30 lires par semaine !

C'est là pour le pauvre monde le plus clair des avantages de la corporation et du fascisme.

Nos bourgeois s'amusent...

Et l'un de leurs organes nous en informe ainsi :

Pendant la nuit, des inconnus ont immergé dans le Rhône, entre le pont du Mont-Blanc et la pointe de l'île Rousseau, deux grandes plaques de tôle de 3 m. sur 2 m. 50. Sur l'une, on peut lire, du haut du pont, cette inscription peinte en grandes lettres: « Genève se noie, Nicole a attaché la corde à son cou. Patriotes, sauvez-la! » Sur l'autre plaque, on a peint l'effigie de Genève avec une corde au cou retenant un boulet rouge, sur lequel figure le nom de Nicole surmonté de la faucille et du marteau.

La police a pris d'immédiates dispositions pour supprimer cet affichage original, pour lequel le droit de timbre n'a pas été perçu et dont le texte. cela va sans dire, n'a pas été soumis à la censure gouvernementale.

A remarquer le ton badin avec lequel cet exploit nous est conté, à la place de l'indignation qui aurait certainement été manifestée, s'il s'était agi d'inscription et de peinture bolchevistes ou révolutionnaires.

Il nous est d'avis que les patriotes exagèrent avec leurs cris d'alarme et qu'ils se rendent pour finir bien ridicules. Car, à Genève il n'y a pas grand'chose de changé et tout ce que le gouvernement socialiste a fait jusqu'ici, quelques mots et gestes à part, rentre parfaitement dans le cadre d'une administration bourgeoise. Messieurs les bourgeois travaillent à donner l'illusion d'un grand changement au peuple et les attaques des riches ne peuvent qu'engager les pauvres à appuyer le gouvernement actuel, lequel, comme tous les gouvernements, ne pourra les sortir de leur misère.

Sortie familière.

Excursion aux Avants, col de Sonloup. Paysage superbe avec une vue incomparable sur les Alpes. Notre petit groupe grimpe les pentes escarpées qui nous conduisent dans un vallon fleuri. Cueillette des narcisses. Pique-nique sur l'herbe. Repos et discussion. Des camarades interprètent Charles d'Avray, Gaston Couté, Jehan Rictus, etc. Le camarade Cornu nous détaille de fines vaudoiseries. La soirée s'avance et soudain dans le crépuscule merveilleux une voix monte, monte! C'est notre camarade Prenée qui chante avec sa belle voix ample et sonore de contre-alto la fameuse romance des *Bateliers de la Volga*. Tout se tait, et les dernières notes s'égrènent dans la nuit limpide.

C. R.

Comment entendre la démocratie.

Art. 33. — La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme.

Art. 34. — Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé.

Art. 35. — Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

Déclaration du 23 juin 1793.

Le travailleur ne lit pas „La Suisse", journal fasciste.